



## **PRÉFET DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

### **Arrêté du 6 mai 2022 portant prescriptions complémentaires à la Coopérative Agricole de Céréales (CAC) pour ses activités situées à Ottmarsheim**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment les articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 ;

VU les actes préfectoraux autorisant et réglementant les installations de la Coopérative Agricole de Céréales (CAC) à Ottmarsheim, dont, notamment, les arrêtés du 10/02/2000 et du 12/01/2015 ;

VU le courrier de la Coopérative Agricole de Céréales (CAC) en date du 4 mai 2021, et le dossier associé, informant le préfet d'un projet de modification des conditions d'exploiter ses installations du site de Ottmarsheim ;

Considérant que le projet de la Coopérative Agricole de Céréales (CAC) de stocker dans une case supplémentaire, la « case numéro 2 » des engrais de la rubrique 4702-III de la nomenclature des installations classées susvisée, sans augmenter les capacités maximales de stockage du site, n'entraîne pas de dangers supplémentaires et ne constitue pas une extension des installations du site, ni de changement dans sa situation administrative ;

Considérant que la modification projetée n'est pas substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, toutefois, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, de prendre en compte cette modification des installations et d'encadrer le fonctionnement du site dans cette configuration modifiée ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

### Article 1er :

Les dispositions des actes préfectoraux antérieurement édictés autorisant et réglementant les installations de la Coopérative Agricole de Céréales (CAC) à Ottmarsheim sont modifiées ainsi qu'il est précisé dans le présent arrêté.

### Article 2 :

Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées		Référence des articles correspondant du présent arrêté
Arrêté du 10 février 2000	Article 18.2.1	Article 4.1 et 4.3
Arrêté du 10 février 2000	Article 18.2.5	Article 4.2
Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées		Référence des articles correspondant du présent arrêté
Arrêté du 12 janvier 2015	Article 2	Article 3

### Article 3 :

Le tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 est abrogé et remplacé par le tableau suivant.

Rubriques ICPE		Nature des installations	Régime ICPE
N°	Intitulé		
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15.000 m <sup>3</sup>	Silo vertical : Silos 1 : 80 016 m <sup>3</sup> Silos 2 : 133 346 m <sup>3</sup> Silos 3 : 2 480 m <sup>3</sup> Silos 4 : 70 002 m <sup>3</sup>  Volume total de stockage : 285.844 m <sup>3</sup>	Autorisation
2160-1-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15000 m <sup>3</sup>	Silo horizontal (silo 5)  Volume total de stockage : 33.350 m <sup>3</sup>	Enregistrement
4702-III	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n°	Quantité totale d'engrais susceptible d'être présente, répondant au critère III : 3600 t	Autorisation

	<p>2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.</p> <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 250 t</p>		
4702-IV	<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p>	<p>Quantité totale d'engrais susceptible d'être présente, répondant au critère IV : 3000 t (engrais ternaire NPK)</p>	Déclaration
3310	<p>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW</p>	<p>Séchoirs à grains :</p> <p>Séchoir 1 : 5,5 MW  Séchoir 2 : 5,5 MW  Séchoir 3 : 5,5 MW  Séchoir 4 : 8,2 MW  Séchoir 5 : 8,2 MW  Séchoir 6 : 14,8 MW  Séchoir 7 : 14,8 MW  Séchoir 8 : 14,8 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale : 77,3 MW</p>	Autorisation

## Article 4 : Stockage d'engrais

### Article 4.1. : Dispositions générales

Les stockages d'engrais sont conformes aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703.

### Article 4.2. : Dispositions constructives

Les dispositions constructives des cases stockant des engrais sont à minima conformes aux

prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703.

#### **Article 4.3. : Organisation des zones de stockage d'engrais**

Le stockage est composé de 8 cases numérotées de 1 à 8 du sud au nord tel que décrit dans le dossier d'autorisation.

Les produits autorisés à être stockés dans les cases sont les suivants :

- Les cases paires (cases numérotées 2, 4, 6 et 8) sont autorisées à stocker des engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702-III, soit des mélanges d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote dû au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.

La quantité totale maximale pour l'ensemble des cases paires (numéro 2, 4, 6 et 8) est de 3600 tonnes.

La quantité maximale pour chacune des cases paires (numéro 2, 4, 6 et 8) est de 1200 tonnes.

- Les cases impaires (cases numérotées 1, 3, 5 et 7) sont autorisées à stocker des engrais conformes à l'article 3 du présent arrêté à l'exclusion de ceux stockés dans les cases paires (cases numérotées 2, 4, 6 et 8).

Les quantités d'engrais stockées sont continuellement suivies case par case conformément aux dispositions de l'article 5.4. de l'arrêté ministériel susvisé du 13 avril 2020. Ce suivi est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place les mesures nécessaires pour :

- ne commencer à remplir une case qu'une fois qu'elle soit vide ;
- interdire de compléter le remplissage des autres cases tant qu'elles ne sont pas totalement vidées et nettoyées ;
- respecter en toute circonstance les dispositions de l'article 10.7. de l'arrêté ministériel susvisé du 13 avril 2010.

Les amenées d'air de désenfumage ne sont pas encombrées par les stockages et respectent les dispositions de l'article 9.1. de l'arrêté ministériel susvisé du 13 avril 2010.

#### **Article 4.4. :**

Les procédures d'exploitation prévues à l'article 5.1. de l'arrêté ministériel susvisé du 13 avril 2010 sont actualisés après prise en compte :

- des modalités d'organisation des zones de stockage d'engrais définies dans le dossier associé au courrier de l'exploitant susvisé en date du 4 mai 2021 ;
- des dispositions de l'article 4.3. du présent arrêté.

#### **Article 5 : Sanctions**

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

#### **Article 6 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie d'Ottmarsheim pour y être consultée. Un extrait est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Ottmarsheim. Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg (article R.181-50 du code de l'environnement°:

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 8 : Exécution – Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ottmarsheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la Coopérative Agricole de Céréales (CAC).

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

signé

Christophe MAROT